



> JUSTICE
**GRÈVE
MAGISTRALE**



> BREAKDANCE

**DES
BORDELAIS
AU TOP**

ET AUSSI...

- > GAZ DE SCHISTE
- > JOURNALISTES AU CAIRE
- > RYTHME SCOLAIRE

#667

10 FÉVRIER 2011

GRATUIT

IMPRIMATUR



> PORT DE BORDEAUX

**UNE VIE
DE DOCKERS**

COLÈRE MAGISTRALE

Propos recueillis par Ugo Tourot

« Les dysfonctionnements graves de la police et de la justice qui ont laissé sortir le présumé coupable seront sanctionnés ». Le discours de Nicolas Sarkozy jeudi dernier à Orléans à propos du meurtre de la jeune Laëtitia a laissé des traces. Lundi, après plus d'une heure d'assemblée générale dans une salle d'audience bondée et transformée pour l'occasion en bureau des plaintes, le verdict est tombé. Le tribunal de grande instance de Bordeaux suivra bien celui de Nantes dans la mobilisation nationale à venir. Caroline Baret, responsable local du tribunal de Bordeaux pour le syndicat USM depuis janvier, revient sur l'événement.



Caroline Baret milite sur tous les fronts. Photo U. T.

Vous avez co-présidé l'assemblée générale de ce lundi, qu'en est-il ressorti ?

Caroline Baret : Trois types d'actions ont été décidées par la majorité des 96 participants. En plus du renvoi de toutes les audiences jusqu'au vendredi 11 février, une délégation de collègues se rendra à Nantes le jeudi 10 février pour une mobilisation de soutien. En parallèle, une manifestation unitaire se tiendra sur les marches du palais de Bordeaux jeudi à 11 heures. Une autre assemblée décidera de la suite à donner à ce mouvement vendredi.

Il est rare de voir les magistrats descendre dans la rue. C'est un ras-le-bol général ?

Les magistrats ont souvent les nerfs solides et courbent la tête. S'ils sont aussi unis aujourd'hui, c'est qu'il n'est plus possible d'utiliser négativement les magistrats en vue des échéances électorales.

Tony Meilhon aurait dû être suivi depuis sa sortie en février 2010. Comment expliquer une telle négligence de la part du tribunal de Nantes ?

Le tribunal de Nantes n'avait pas assez de personnel, et a donc dû mettre certains dossiers en attente. Il manquait un juge d'application des peines que le tribunal réclamait à cors et à cris depuis cinq ans. En novembre dernier, Michèle Alliot-Marie (ancienne ministre de la Justice, NDLR) a déclaré que le nombre de personnel judiciaire était suffisant et correspondait aux besoins. La réalité prouve le contraire.

Dans son « livre blanc » paru mardi, l'USM, syndicat majoritaire, dénonce une justice qui manque de moyens matériels et humains. Quel est l'état réel du système judiciaire français aujourd'hui ?

Le système judiciaire français est en mauvais état. La France occupe la 37^e position européenne juste avant la Turquie. Il n'est pas normal de laisser la justice sans moyen, et de la désigner comme exutoire par la suite. Les magistrats deviennent des boucs-émissaires. Le magistrat est le garant de l'état de droit, il doit avoir la confiance des citoyens, et c'est exactement ce que l'on est en train de nous enlever.

Qu'est-ce qui pourrait apaiser la colère des magistrats ?

Il faudrait commencer par les considérer à nouveau, éviter de les critiquer à tort et à travers sans donner aux citoyens les clés pour comprendre le problème. En bref, réconcilier la population avec l'appareil judiciaire. —

SYNDICATS : LES COMBATS PRÉCÉDENTS

Septembre 2010 : appel des syndicats à des actions dénonçant la dégradation de la justice française.

Mai 2010 : mobilisation dans la réforme des retraites.

Mars 2010 : grande manifestation organisée à Paris avec un mot d'ordre : « Justice en danger, unissons-nous ».

Octobre 2009 : les magistrats manifestent aux côtés des associations de victimes pour défendre le juge d'instruction.

"LES YEUX BANDÉS PENDANT 15 HEURES"

Pierre Grange, grand reporter à TF1, est arrêté le jeudi 3 février par des policiers en civil. Il est libéré le lendemain matin. Il raconte les conditions de son arrestation et de sa détention dans le centre des services de renseignements militaires du régime égyptien

Propos recueillis par Jean-Baptiste Pattier

Quand êtes-vous arrivé au Caire ?

Je suis arrivé le samedi 29 janvier. Avant mon arrivée, il était très dur de tourner et de réaliser des interviews. Quand j'ai débarqué, le contexte venait juste de changer. Les policiers ne tenaient plus le pays, Moubarak les avait retirés des rues. À partir de ce moment, la chape de plomb de la dictature est tombée. Les gens se battaient pour être filmés.

Alors pourquoi tout a basculé si vite ?

La stratégie de Moubarak était claire : retirer la police pour créer un climat d'insécurité et provoquer le chaos. Il a réussi et, le mercredi 2 février à 13 heures, tout bascule. Les policiers invisibles depuis quelques jours réapparaissent en civil à dos

de chameaux ou sur des chevaux. Ils se font passer pour des partisans pro-Moubarak. Aussitôt, plus personne ne veut nous parler, la plupart des gens semble redevenir des partisans du président égyptien. C'est en allant faire un sujet sur ce phénomène que nous nous sommes fait arrêter.

Dans quel contexte l'arrestation s'est-elle déroulée ?

J'étais en voiture avec le caméraman Jean-Christophe Cortesse, le preneur de sons Guillaume Aguerre, notre guide et le chauffeur. Nous étions à un barrage de fortune. Des hommes en civil ont fait irruption dans notre véhicule avec des longs couteaux et des gaz lacrymogènes.



De gauche à droite : Jean-Christophe Cortesse, Pierre Grange et Guillaume Aguerre, sur le plateau du journal de 20 h de TF1. Photo D. R.

Comment vous sentez-vous à cet instant ?

Je ne suis pas rassuré du tout car on ne sait pas qui sont nos ravisseurs. Des civils égyptiens, les membres d'un gang ? Eux aussi tiennent des barrages à travers la ville, ils auraient très bien pu nous enlever. Finalement, nous arrivons dans un hôtel désaffecté. La peur disparaît une fois que je vois des militaires. Je me dis : « ils ne peuvent pas faire n'importe quoi ». Je commence à comprendre. Ce sont des policiers en civil qui nous ont livré aux forces armées.

Une fois dans l'hôtel, que se passe-t-il ?

On nous bande les yeux et ça va durer quinze heures. Puis, on rembarque dans une voiture. Avec les virages, je devine où nous allons. Ils nous emmènent au centre des services de renseignements militaires. Là-bas, nous retrouvons une cinquantaine d'autres prisonniers, des journalistes et des Égyptiens.

Comment s'est déroulée votre détention ?

Tout était fait pour nous déstabiliser. On n'avait plus aucune notion du temps, lors des interrogatoires, ce n'étaient jamais les mêmes personnes. Ils nous accusaient d'espionnage. Il n'y avait pas d'endroit pour dormir. On a dû faire le petit train avec les autres détenus. Des gens nous manipulaient, ils nous déplaçaient en nous empoignant le cou et le poignet.

Ont-ils saisi vos reportages ou volé votre matériel ?

Non. Ils n'ont rien piqué, ils ont à peine visionné nos bandes. En fait, ils s'en foutaient. Le but était juste de nous faire peur pour nous pousser à rentrer en France. La preuve, ils nous ont relâchés dès le lendemain matin.

"DES JOURNALISTES DE CNN ET DE LA BBC ÉTAIENT LÀ AUSSI"

Par contre, le chauffeur et le guide de l'équipe étaient très angoissés. Ils étaient Égyptiens, leur identité a été relevée. Ils craignent d'être considérés comme des agitateurs. Ils pourraient faire l'objet de poursuites. Je suis très embêté pour eux, je les avais embauchés une heure avant l'arrestation.

Pendant votre détention, avez-vous pu échanger avec les autres prisonniers ?

Je ne parle pas l'arabe, je n'ai donc pas pu communiquer avec les Égyptiens. J'ai discuté avec un journaliste du Washington Post. Il m'a demandé d'appeler sa rédaction si je sortais avant lui. Finalement, nous avons été libérés ensemble. Sinon, j'ai entendu des Espagnols ; des journalistes de la BBC et de CNN étaient là aussi.

Une fois libérés, où êtes-vous allés ?

On nous a conduits à l'hôtel des services secrets égyptiens, à deux pas de l'aéroport. Dans ce contexte, c'était vraiment frustrant pour moi, je ne pouvais plus vraiment travailler au Caire, j'ai décidé de rentrer en France.

Avant de rentrer sur le territoire français, avez-vous contacté l'ambassade de France pour raconter votre histoire ?

Oui et ils n'en avaient rien à faire. Je les ai appelés pour leur expliquer ce que nous avons vécu. Je leur ai décrit l'endroit où nous avons été emmenés, le carrelage entrevu les yeux bandés pour qu'ils puissent vérifier. Je n'ai eu aucune nouvelle et personne n'est venu nous rendre visite à l'hôtel avant de rentrer en France.

"C'ÉTAIT LA PREMIÈRE FOIS QUE JE ME RETROUVAIS FACE À UNE FOULE HOSTILE"

Comment la rédaction de TF1**a-t-elle géré cette affaire ?**

Très bien. Les responsables ont été en relation avec le quai d'Orsay et ils ont prévenu par téléphone nos familles. Ils voulaient éviter qu'elles soient averties par les médias.

Que représente pour vous cette expérience dans votre carrière de journaliste ?

Au-delà de la détention, c'était la première fois que je me retrouvais face à une foule hostile. Je voyais de la haine dans leur regard. Ce sont des gens pauvres, ils ont faim, ils sont fatigués.

Et pour votre caméraman et votre preneur de son ?

Ils ont une grande expérience. Ils sont restés sereins. Ils ont couvert la plupart des grands conflits mondiaux. Ils ont connu des expériences encore plus extrêmes.

Souhaitez-vous repartir en Égypte ?

Pour le moment, je reste en France mais je ne m'arrête pas de travailler. Je veux continuer à traiter des questions égyptiennes depuis Paris. Et puis, j'ai besoin de raconter. Plus j'en parle, plus j'ai l'impression de donner du sens à ce que j'ai vécu.

BIOGRAPHIE

Pierre Grange est sorti diplômé en 1999 de l'IUT de journalisme de Bordeaux devenu l'Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine (IJBA).

Après quelques piges pour France 3 régions et TF1, il intègre la rédaction de la chaîne privée en 2002.

Il a travaillé au service éducation pendant deux ans et a été correspondant deux années à Washington.

Il rejoint le service étranger en septembre 2009. Il a couvert notamment le Niger, la Coupe de monde de football en Afrique du Sud, Haïti, le Brésil et le continent européen.



UNE VIE DE DOCKERS

Depuis le 3 janvier, les dockers français sont en grève. En cause ? Le refus du gouvernement d'appliquer un accord relatif à la pénibilité du travail. Enquête à Bassens

Maxime Le Roux. Photos Anaïs Bard et M. L. R.

Jeudi 3 février, neuf heures. Le thermomètre ne dépasse pas les trois degrés sur les rives de l'estuaire de la Gironde. Sur le quai, une dizaine de dockers s'affaire, depuis six heures du matin, à décharger, dans la brume, les cargaisons des navires restés à quai. Au-dessus de leurs têtes tournoient plusieurs kilos de marchandises tractés par d'immenses grues métalliques. La cadence est rapide. La technique, parfaitement huilée. Le travail est à l'évidence pénible. Mais les dockers aiment leur métier. Mieux que ça, ils en sont fiers ! Reste que ces hommes en tenue de chantier sont en grève, lassés par un conflit qui n'en finit plus.

VOLTE-FACE DU GOUVERNEMENT

Près d'un mois que le sixième port français ne tourne plus à plein régime, paralysé par un conflit social qui voit les ouvriers de la manutention travailler volontairement au ralenti. « On bosse dans le strict respect des règles de sécurité. Et on fait six heures au lieu de huit ! », précise Jérémie Barbedette, du

syndicats des dockers de Bordeaux.

Pourtant, il y a plusieurs mois, patrons et organisations syndicales s'étaient mis d'accord pour signer la nouvelle convention collective, commune aux salariés des ports. L'objectif était de prendre en compte la question de la pénibilité du travail. Tout était arrangé, presque signé. Sauf, qu'entre temps, comme le note Vincent Maçon, autre délégué syndical sur le port, « nos revendications se sont retrouvées noyées dans le conflit plus général des retraites et le gouvernement a fait marche arrière ».

LA FACE CACHÉE DE LA MÉCANISATION

Alors, quelle est la nature exacte du travail de ces ouvriers ? N'est-il pas devenu moins pénible avec les années ? Jean-Luc Partarrieu, 52 ans, dont 36 passés à Bassens témoigne : « Il y a 20 ans, on portait les poids à bout de bras. Les accidents du travail étaient fréquents. Maintenant, tout est mécanisé. Mais même si le métier est moins dur et moins dangereux, d'autres problèmes se sont substitués à ceux des décennies

précédentes ». Malgré l'excellence de la formation, la profession reste un métier à risques. Être docker c'est, avant toute chose, rester en alerte pour éviter le moindre incident. « On n'a pas le droit à l'erreur. Un manque d'attention et la chute d'un conteneur est vite arrivée ».

L'étude commandée, il y a deux ans, par le Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail du port de Fos-Marseille confirme cette impression. Au terme de ce rapport, Guy Garnier, médecin du travail depuis 1983 dans la ville phocéenne, démontre que le taux de fréquence d'accidents du travail, ainsi que le taux de gravité est comparable à ceux du BTP. Dans

« LA MÉCANISATION A FAIT APPARAÎTRE DE NOUVEAUX RISQUES POUR LA SANTÉ »

un interview accordée à l'hebdomadaire Marianne, il ajoute que « la mécanisation a fait apparaître d'autres risques pour la santé, notamment beaucoup de problèmes dorso-lombaires et cervicaux. Il faut savoir aussi que les dockers descendent toujours dans les cales, ne portent plus de sacs mais saisissent des conteneurs ».

Résultat : l'espérance de vie des dockers est très basse, jusqu'à dix ans inférieure à la moyenne nationale. Le rapport signale également l'augmentation des maladies professionnelles, essentiellement liées au bruit et aux troubles respiratoires, causés par les poussières de bois, de charbon ou de laitier (voir encadré). « L'été, les

LE LAITIER : « UN NOUVEL AMIANTE » ?

Les anciennes générations de dockers avaient payé le prix fort dans les affaires de l'amiante. La manutention des produits chimiques ne représente que 5.5% de l'activité du Port autonome de Bordeaux. Pourtant, le stockage de ces produits, au bord des quais à ciel ouvert, pose le problème des maladies respiratoires. Ces dernières sont dites « lentement progressives » et mettent plusieurs années à se déclarer. Le laitier est un sous-produit de la métallurgie contenant des oxydes métalliques, essentiellement des silicates, des aluminates et de la chaux, qui peuvent entraîner, à la longue, des cas de bronchopneumopathie chronique obstructive, caractérisé par une diminution des débits aériens.

voisins se plaignent des odeurs et des particules chimiques soulevés dans l'air. Nous, on respire ça tous les jours ! Les études commandées par les employeurs ne soulèvent jamais ces problèmes, mais les effets se feront sentir un jour, dans 15 ou 20 ans... ».



« ON N'A PAS DE VIE DE FAMILLE »

A ces dangers quotidiens, s'ajoute la question des rythmes de travail et, donc, celle de la fatigue. Pas moins de neuf millions de tonnes de marchandises sont traitées, chaque année, par les soixante dockers du port de Bordeaux, 24 heures sur 24. Les journées sont organisées autour de séquences immuables : 6h-14h, 14h-22h, 22h-6h. Le port fonctionne sur le principe des trois-huit et ne dort jamais. « On bosse sur 6 jours ouvrables, sans horaires fixes. On a un service qui évalue en fin d'après-midi le nombre de navires à décharger. Ils font leur sauce et, à partir de 18 heures, on a une heure pour appeler la boîte vocale qui nous donne nos horaires pour le lendemain. Il nous arrive souvent de finir à 22 heures et de reprendre le lendemain à 6 heures. Parfois, le patronat ne respecte même pas les 10 heures obligatoires entre chaque tranche de travail », explique Jérémie Barbedette.

UNE PÉNIBILITÉ REMISE EN CAUSE

« La vraie pénibilité, c'est qu'on ne sait jamais quelles seront nos horaires et quand on aura un weekend de libre. Du coup, c'est compliqué de mener une vie de famille », ajoute un de ses collègues. Le mardi 8 février, la Cour des comptes a rendu, de son côté, un rapport épinglant les conditions de travail des dockers du port de Marseille-Fos. Les « sages » pointent du doigt la situation des grutiers, qui pour une durée de travail hebdomadaire de 12 à 14 heures, perçoivent, après primes, entre 3500 et 4000 euros nets. Quant au salaire mensuel moyen, il serait de 2700 euros pour un ouvrier, soit une augmentation de 20% en quatre ans. Pour Jérémie Barbedette, il s'agit « d'une nouvelle manipulation politique pour discréditer notre action et nous diviser. Ici on gagne en moyenne 1800 euros pas plus ». A l'arrivée, même si le patronat et les acteurs économiques de la région commencent à les lâcher, leur message reste clair : ils n'abandonneront pas la lutte. Parole de dockers. ■



HAÏTI : UNE JUSTICE À RECONSTRUIRE

Les futurs magistrats haïtiens formés à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux (ENM) viennent de terminer la partie théorique de leur formation. Depuis février, ils sont en stage dans des tribunaux de grande instance en France. Leur retour en Haïti est prévu pour la fin du mois de juin prochain. Trois d'entre eux ont accepté de répondre à nos questions.

Anaïs Bard et Marc Bouchage



JOHNSON SIMON

Pourquoi avoir décidé de devenir magistrat ?

Ce qui me plaît dans la magistrature c'est la place que le juge occupe dans la société. Il participe à l'harmonisation de la société par le droit. Avant mes études de droit j'ai étudié le journalisme. Pour moi, le juge est comme le journaliste, il aide et joue un rôle public en offrant un service public.

Comment s'est passée la formation ?

Très bien. J'ai aussi eu quelques difficultés. Par exemple, je n'oublierai jamais le grand nombre de sigles en France, il y en a partout ! C'est difficile de s'y retrouver. La France a aussi des institutions qui n'existent pas en Haïti comme le juge des libertés, le juge aux affaires familiales... Nous, nous avons un système de droit commun et le juge de droit commun peut entendre tout le monde, il n'y a pas de spécialisation.

Comment avez-vous vécu votre départ en France ?

Le départ a été émouvant. Mais lorsqu'on a appris que l'on venait en France on était tous contents pour deux raisons. Après avoir subi le choc du séisme, on s'est dit qu'on trouverait en France un endroit où l'on cesserait d'avoir peur qu'il nous arrive quelque chose. Ensuite, comme le droit haïtien découle du

droit français, nous avons pensé que nous allions trouver ici de quoi enrichir notre droit. On prend des notes. On va essayer de faire en Haïti tout ce qui est possible. Vous savez il faut imiter tout ce qui est bon. Ce qui m'intéresse particulièrement c'est la prise en charge de la victime. En Haïti, il y a trop de négligences, une tendance à fustiger davantage, à incriminer.

Quels sont les défis que vous aurez à relever en tant que magistrat, lors de votre retour en Haïti ?

Je pense que la justice a beaucoup de défis à relever. Tout d'abord, je pense que l'on doit faire quelque chose pour améliorer la compétence des magistrats. Les écoles de droit et les facs de droit doivent améliorer leurs programmes. Il faudra aussi travailler pour combattre la corruption au sein de l'appareil judiciaire. Il y a des gens qui ne sont pas formés et c'est l'une des causes de la corruption. Intégrer la magistrature sans jamais avoir fait de droit, c'est normal en Haïti.

La corruption ne peut pas s'éradiquer. On peut seulement la combattre. On aura plein de choses à faire mais croyez-moi nous avons du courage. Et celui-ci réside surtout dans notre honnêteté.

Il faudra aussi essayer de mettre le peuple haïtien en confiance. Parce que le citoyen haïtien, dès qu'il va au tribunal, pense qu'il va perdre parce qu'il n'a pas d'argent. C'est une idée reçue qui s'est ancrée dans les esprits. Il faudra qu'ils sachent que s'ils vont dans un tribunal, on leur rendra justice.

Savez-vous où vous exercerez à votre retour ?

Il y aura un classement pour le dire. Je préférerais exercer à Port-au-Prince parce que j'y ai fait mes études. C'est aussi là où il y a le plus de problèmes. Et c'est de la capitale qu'on pourra donner l'exemple aux autres juridictions. Sinon j'aimerais aller à Artibonite, le département dont je suis originaire.

**"COMBATTRE
LA CORRUPTION
AU SEIN
DU SYSTÈME
JUDICIAIRE"**



PAUL ERONCE VILLARD

Comment êtes-vous arrivé à l'ENM ?

J'ai étudié la philosophie pendant dix ans et je suis devenu professeur de philosophie. Puis je suis devenu avocat, et je plaide au barreau de Port-au-Prince depuis 2006. J'ai aussi travaillé pour des organisations internationales comme la Pan American Development Foundation. Après le séisme qui a détruit les institutions judiciaires, on a organisé un concours de manière exceptionnelle pour recruter une nouvelle promotion de la magistrature haïtienne, j'ai profité de cette circonstance toute particulière pour endosser mon inscription. Et je suis sorti dixième lauréat du concours.

Quels sont les défis que la justice haïtienne aura à affronter ?

Il y a plusieurs dimensions. Il faut réformer les infrastructures judiciaires qui sont désuètes. Le séisme les a aggravées. Il faut améliorer la formation des magistrats et c'est ce qui se réalise ici, avec notre venue à l'ENM. Il y a aussi le problème de la corruption. Personne n'est dupe. On en parle dans toute la presse internationale : il y a une corruption accrue dans l'institution judiciaire. Parfois on nomme des gens sans avoir été dans une école de formation à partir d'un échiquier totalement politique. Pour la première fois on va avoir une école de la magistrature qui recrute des gens à partir d'un concours sérieux. Les anciennes promotions ont été nommées par l'Etat, les hommes politiques, le ministère de la justice car l'EMA fonctionnait sans statut juridique et sans organisation légale avant 2007. C'est véritablement la promotion de la reconstruction.

Pour vous Haïti est-il un Etat de droit ?

On ne peut pas parler d'Etat de droit dans un pays où les gens ne mangent pas à leur faim, n'ont pas de travail ; où la quasi-totalité de la population haïtienne vit en-dessous du seuil de pauvreté, sans institutions judiciaires, sans infrastructures.

Quels sera votre rôle en rentrant en Haïti ?

On va essayer d'intégrer les connaissances acquises au sein même de la société haïtienne pour un changement. Par cette promotion, Haïti doit faire d'une pierre plusieurs coups. L'EMA n'a pas encore d'enseignants. Il va falloir créer un corps enseignant. Mais il y a beaucoup d'inquiétudes parmi nous. On ne sait pas vraiment ce qu'il va se passer de retour en Haïti. Ce sont les institutions haïtiennes qui ont l'autorité de nomination

des juges. Et peut-être qu'on restera sur le pavé, la réussite en Haïti ne dépend pas toujours de votre compétence. On va rentrer au pays et on verra ce qu'il se passera. Peut-être que la communauté internationale mettra la pression sur les institutions haïtiennes pour qu'elles intègrent ces vingt candidats dans la justice. Ce serait une bonne chose car la justice a vraiment besoin de cette technique qu'on a reçue ici à l'ENM.

MAGARETTE TOUSSAINT GEORGES

Comment en êtes-vous venue à vous intéresser à la magistrature ?

Avant j'étais avocate. Mais j'ai toujours eu un penchant pour la magistrature. Je ne voulais pas l'intégrer comme ça en demandant une affectation. Quand j'ai vu l'annonce pour le concours, j'ai sauté sur l'occasion.

Comment s'est passé le départ pour la France ?

Venir en France a été une surprise pour tout le monde. On savait qu'on allait commencer la formation en septembre mais à Port-au-Prince. Je m'attendais à voyager car ma ville, Cap-Haïtien est au nord et Port-au-Prince au sud. Quand le directeur m'a appelée pour me dire que la formation allait bientôt commencer... mais en France, c'était une vraie surprise. Tout a été pris en charge, on a été « nourris, logés, blanchis » comme vous dites en France.

Pouvez-vous nous parler de votre formation ?

Cet échange entre Haïti et la France est important car il permet de ne pas s'asseoir sur ses acquis. Il faut s'ouvrir aux autres, se frotter avec les autres cultures et les autres droits qui se ressemblent. Apporter du sang neuf. Revenir en Haïti avec des savoirs. Voir aussi dans quelles mesures on peut apporter notre modique participation à la magistrature et à l'élaboration d'un Etat de droit.

Peut-on devenir magistrat par un autre moyen que l'EMA ?

Oui. On peut y arriver par la petite porte en tant qu'avocat. Il faut solliciter le ministre de la justice haïtienne. Mais être bien formé, c'est passer par l'école. Le magistrat qui a suivi une formation sera moins enclin à commettre des erreurs de procédure.

Que peut-on améliorer dans la justice haïtienne ?

On devrait faire un diagnostic de la situation haïtienne. On dit qu'en Haïti on a toujours eu les bonnes lois, mais beaucoup d'entre elles sont désuètes, le code aussi. On a un code d'instruction criminelle qui date de 1845. Il y a eu des amendements mais la structure est restée la même. Mettre tout ça sur le tapis et apporter des corrections pour mettre en avant l'homme avec ses droits et devoirs. ■



TOUT POUR PERDRE

A quoi bon être candidat quand tout est perdu d'avance ? Pour défier la star socialiste Philippe Madrelle à bord de sa Lexus à 80 000 euros, ou pour être à la gauche de la gauche à Caudéran, il faut être au moins kamikaze. Pire, il suffit d'être une femme pour que le parti vous envoie tout droit au casse-pipe.

Julien Gonzalez

Pour son baptême du feu, la PCF-Front de gauche Anne-Marie Guichaoua Beucler s'est vu confier une mission impossible : vaincre, à Caudéran, le candidat UMP Pierre Lothaire, déjà donné gagnant. Pour le parti communiste, le constat est pour le moins difficile : dans le « Neuilly bordelais », lors des élections cantonales de 2004, le parti dépassait tout juste les 2 % à l'issue du premier tour. Coïncidence ou pas, c'était déjà une femme qu'on avait lancée dans la bataille lors de l'échéance précédente. Verdict : battue à plate couture.

« Caudéran, c'est un secteur acquis pour la droite. En plus, Lothaire a la presse pour lui ». La candidate communiste du

8^e canton ne se fait pas d'illusion. Elle évoque d'ailleurs le futur redécoupage du canton, poussant un peu plus le parti communiste dans la zone rouge. « La réforme des collectivités territoriales prévoit de rattacher le quartier populaire Stehelin au Bouscat ».

Anne-Marie se voyait plutôt numéro deux. « Je pouvais pour que Ludovic soit tête de liste et moi suppléante ». La suite ? « C'est Ludovic qui m'a appelé : "Les copains veulent que ce soit toi" ». Retraitée depuis peu, l'ancienne proviseuse se lance à fond dans la campagne. Et pour souffler un peu ? La course à pied. C'est son dada. 2'16" de répit, son record personnel au 800 m. Avant d'aller taper quelques drives vers Bordeaux-Lac !



Anne-Marie Guichaoua Beucler et son suppléant Ludovic Taris, candidats PCF-Front de gauche à Caudéran. Photo J. G.



Marie-Claude Gougoud, candidate UMP dans le canton de Carbon-Blanc. Photo J. G.

« Oui, j'ai un handicap. 53,4 ! J'assume mon handicap, ma "golficité" (Mme Guichaoua Beucler est une adepte du golf) et son adéquation à mes idées politiques ». Peut-on être communiste et bien gagner sa vie ? « De la paille dans les sabots, le pantalon troué, saoul et couché dans le ruisseau. Voilà comment on nous voit. Heureusement qu'on peut travailler dur, gagner de l'argent et voter parti communiste ! » Anne-Marie Guichaoua Beucler assume sa différence.

« Cette année, on vise les 3 %. En valeur absolue, ce serait bien d'atteindre 500 voix. Il faut maintenir le parti en vie », résume Ludovic Taris, son suppléant. Alors, à quel bon faire campagne ? Samedi 29 janvier, les communistes partent à la rencontre de leurs électeurs à Caudéran.

Pour sa première candidature, Anne-Marie décide de tracter aux portes du magasin Carrefour avant de tenter de convaincre le chaland sur le marché de Mondésir, le lendemain. Elle n'essuie pas de gros refus mais on lui ressort à l'envi cette critique lancinante : « les politiques, ils se fichent de nous ». Pire que Pierre Lothaire, l'ennemi, ce sera l'abstention.

A CARBON-BLANC, LA DROITE EST À LA PEINE

De l'autre côté de la rive, sur le canton de Carbon-Blanc, scénario inverse. Des candidats introuvables à droite, un canton sinistré pour l'UMP... Ici, aussi, la messe est dite. « Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Sulpice-et-Cameyrac, ce sont les communes où l'UMP fait le meilleur score, mais ce sont de loin les plus petites bourgades ! », commente Marie-Claude, la candidate de la majorité présidentielle.

A gauche, Philippe Madrelle est en route pour un 8^e mandat.

Les 43 ans d'exercice du socialiste agissent comme un rouleau-compresseur. « Philippe Madrelle règne sur le canton. Au royaume du clientélisme, 80 % des électeurs doivent quelque chose à Philippe Madrelle ».

La candidate UMP a l'habitude des matchs perdus d'avance. En 2001, elle se présente au conseil municipal à Carbon-Blanc. La voilà, dans l'opposition. En 2008, elle postule comme tête de liste des municipales. Encore dans l'opposition. Et en 2009, elle s'affiche sur la liste de Dominique Baudis aux Européennes. Toujours dans l'opposition. Difficile de ne jamais être aux affaires. Marie-Claude revient sur le choix de son suppléant. « J'avais bien pensé à quelqu'un mais il a refusé. "Vous allez perdre, ça m'intéresse pas !", m'a-t-il lancé ». La concurrente UMP a donc tout pour perdre. Quoique ! « En terme de jeunesse, 73 ans pour Madrelle, 51 de mon côté, je suis plus que lui dans les clous ».

« Je ne pourrai jamais être de gauche », souligne Marie-Claude. À écouter la candidate UMP, tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes. Anne-Marie et Marie-Claude ont beau fréquenter le même monde, l'école, elles n'ont pas la même vision du monde. « A Carbon-Blanc, je suis l'affreuse capitaliste, l'épouvantail. Dans mon métier, à l'école, je suis aussi dans l'opposition ». Du coup, elle joue sur sa double étiquette. Elle est candidate UMP... mais aussi fière d'être au parti radical. « Autrefois, on disait qu'au parti radical, on se réunissait dans une cabine téléphonique. Les choses ont bien changé ». La force de cette kamikaze ? Peut-être bien la solidarité féminine ! Les quatre élues UMP de l'opposition sont toutes sur la rive droite. Aussi, Marie-Claude a trouvé en Hélène Michel, conseillère municipale à Cenon, sa directrice de campagne et sa plus fidèle alliée.

Ces candidates chair à canon sont toutes deux prêtes à se lancer dans la boucherie des prochaines cantonales. Ce qui ne les empêche pas de rêver. Au second tour à Carbon-Blanc. A des lendemains qui chantent à Caudéran. ■

RÉINVENTER L'ÉCOLE

Le collège Auguste Blanqui de Bacalan croit en l'éducation. Rythmes scolaires dits "du matin" et recours aux médiateurs : les 6^e sont de vrais labos d'expérimentation. Récit d'un vendredi passé avec eux

Ludivine Tomasi. Illustration : fresque des élèves de 6^e B

8H00

L'aube peine à sortir la 6^e B de sa torpeur. Encore engourdie, la quinzaine de filles et garçons se prépare aux cours du matin, en douceur. C'est son « sas » quotidien. Un prélude matinal. Serge « 18 de moyenne », Océane « future styliste », Théo « dur-dur le vendredi matin » et tous les autres se retrouvent en salle d'art plastique. Histoire de commencer du bon pied. Leur médiatrice, Célia Constant, vérifie leurs devoirs et discute d'éventuelles difficultés.

Une fois tout en règle, passage à la collation. Un moment privilégié, mis en place dans le cadre de l'expérimentation. « Ça crée une ambiance d'attention et permet à ces nouveaux collégiens de prendre des bonnes habitudes », explique Célia.

8H30

Quelques escaliers et trois accolades plus loin, les 6^e B rejoignent Murielle Buffiere, leur professeure de français. Beaucoup ont déjà sorti manuels, cahiers et stylos. Tous lèvent le doigt. Elle prévient : « Les sept temps que l'on révise depuis le début de l'année doivent être connus pour la prochaine évaluation ».

Les élèves récupèrent ensuite leurs travaux sur le vocabulaire du cirque ; thème du projet qu'ils mèneront tout au long de l'année. Avec à la clé, un spectacle. Murielle Buffiere a toujours travaillé dans « des collèges difficiles ». Elle salue les initiatives de l'établissement : « Ce rythme leur correspond bien. Jusqu'à 11 h 30, ils sont bien concentrés. Après, ils ont faim ! »

Les élèves se lèvent au rythme d'une musique entraînante. L'heure est finie ? Oui. Et comme sonnerie, rien de tel que la Colegiala (la chanson de la pub Nescafé NDLR) !

9H30

Les SVT* sont aujourd'hui enseignées par une remplaçante. Et les élèves comptent visiblement en profiter. Mais pas de quoi déconcerter Karine Thomas. Elle se plie de bonne grâce au pseudo entretien d'embauche que le premier rang lui inflige : « Vous êtes nouvelle ou vous avez été prof ailleurs ? Depuis quand vous êtes prof ? »

Mme Thomas contre-attaque : « Donnez-moi un animal qui mange des matières organiques... René la Taupé ?! Bon, celui-là, on va le laisser où il est ! ». Des groupes de TD se forment sur fond de copinage. Une bande de pipettes compte leurs bracelets « formes », des bijoux en plastique très en vogue. « Moi, j'en ai 50 et même un Bob l'éponge multicolore », narque Raïna. Seule la diffusion d'une vidéo concèdera au cours son premier instant de silence.

Pédagogues, les profs enseignent de façon ludique : travail en groupe et jeu de questions-réponses motivent les élèves



LES RYTHMES SCOLAIRES AU BANC D'ESSAI

- Journées trop longues et fatigantes : le rapport remis au ministère de l'éducation le 25 janvier est sans appel.
- La journée type d'un élève n'a pas évolué depuis 40 ans : un nouveau rythme scolaire s'impose.
- L'expérimentation cours le matin/activités sportives et culturelles l'après-midi a été inaugurée à la rentrée 2010.
- Objectifs : améliorer les conditions d'apprentissage et privilégier l'intérêt, notamment sanitaire, des élèves.
- Effets escomptés : favoriser la réussite, transmettre aux élèves le goût de l'effort et le respect des règles.
- 7 000 collégiens et lycéens, répartis sur 124 établissements, expérimentent ce rythme jusqu'en 2013.

10H30

Récréation. Dans leur bureau situé au rez-de-chaussée, les trois jeunes médiateurs – un pour chaque 6^e – travaillent dans une subtile odeur de café chaud. L'endroit est à l'image de ceux qui l'occupent : accueillant et enclin au dialogue.

Célia Constant, Claire Rochoux et Nicolas Santan ont à cœur de remplir leur fonction de passerelle. Entre les élèves et les profs. Entre les profs et les parents. Et parfois entre les élèves et les parents. « Notre rôle, c'est de créer du lien. Surtout que nous avons pas mal d'enfants issus de milieux difficiles. On a souvent les parents au téléphone. Les absences ou les devoirs sont des prétextes pour travailler main dans la main avec eux et leur redonner confiance dans l'institution scolaire », justifie Célia Constant.

Cette attention portée au bien-être des élèves a un effet miroir. Même si certains enseignants restent sceptiques : « Ils sont chouchoutés et dorlotés. Après quand on les lâche, ils font n'importe quoi », fait remarquer M. Moravel, professeur de musique. Rythmes du matin, médiateurs, « sas », projet d'année... toutes ces innovations visent aussi à débattre de l'éducation française.

14H00

Vient le moment tant attendu de l'après-midi. Les 6^e découvrent et approfondissent la musique, l'art plastique mais surtout le sport. Tous affirment préférer les activités sportives et culturelles. Principales raisons évoquées : « On se défoule et ça fait du bien », « on est en plein air et on écrit pas » ou « on se détend ».

Une démarche qui donne à ces enfants le goût de l'école. « Le collège Blanqui est un établissement super ! Nous sommes bien entourés et bien protégés pour qu'on se sente toujours bien, j'adore ! » confie Sephora. Aucun ne regrette le CM2. Certains se targuent même d'apprendre à devenir grand. L'école se réinvente, qui a dit qu'elle était finie ? —

*SVT : Sciences de la vie et de la terre.

PAROLES DE 6^e B :

« C'est bien d'avoir plusieurs professeurs et j'ai l'impression d'avoir plus de liberté » Grâce.

« La seule chose que j'ai à dire, c'est que j'adore le collège » Medhi.

« J'aime bien la sixième parce qu'on doit s'adapter à chaque caractère de professeur [...]. Le sas, je pense juste que c'est un truc qui sert à nous faire réveiller plus tôt [...] ça sert juste à nous énerver » Serge.

« Je trouve ça cool la sixième car on fait plein de rencontres, et qu'on apprend à devenir grand [...]. C'est aussi différent car il faut un peu se débrouiller tout seul » Ilôna.

« La nourriture est assez bonne [...] la sixième est beaucoup mieux parce qu'on a un plus grand espace pour jouer dans la cour » Théo.

Mise à jour, organisation et vérification des emplois du temps, coups de fil aux parents et discussions avec les acteurs du collège ... Les trois médiateurs ont pour priorités le bien-être et le suivi de leurs "protégés". Photos L. T.



GAZ DE SCHISTE : LA RUÉE VERS L'OR GRIS

Le gaz de schiste pourrait bien redessiner la carte géopolitique de l'énergie. La conquête stratégique des sous-sols planétaires est lancée

Louisa Youfsi

Depuis les années 2000, un nouvel ordre dans le paysage énergétique international se met en place, impulsé par l'émergence d'une nouvelle forme d'exploitation du gaz : le gaz de schiste.

Nouveau-né de la famille des énergies fossiles « non-conventionnelles », le gaz de schiste se distingue du gaz traditionnel par sa méthode d'extraction plus coûteuse, plus sophistiquée et plus polluante. Pourtant, les pays occidentaux s'y intéressent de plus en plus. Et pour cause.

Face à la menace d'une pénurie mondiale de ressources en gaz naturel, la possibilité d'extraire du gaz à plus de 2000 mètres de profondeur a multiplié par deux la richesse du sous-sol mondial en hydrocarbure. Mais elle a surtout renversé la donne quant à l'interdépendance énergétique des pays exportateurs et importateurs de gaz : « Plus les réserves faciles d'exploitations vieillissent, plus elles baissent en terme de production et plus on doit se tourner vers d'autres sources de production qui sont beaucoup plus chères. L'enjeu prend des dimensions géopolitiques décisives », analyse

Normand Mousseau*, professeur à l'Université de Montréal. Grâce au gaz de schiste, les Etats-Unis, dont la production en la matière frôle les 25 %, défient la suprématie mondiale de la Russie dans le secteur gazier. Une aubaine pour les Américains dans un monde où la demande en gaz a triplé en quinze ans. Ce n'est alors pas un hasard si l'administration Bush avait soutenu

le premier projet d'exploitation de gaz de schiste en 2005 au Texas. Même si le coût d'exploitation des gaz de schiste demeure important pour les Américains, il faut le comparer au prix de l'importation de gaz naturel liquéfié (processus nécessaire au transport transcontinental du gaz naturel des pays du Golfe aux Etats-Unis). Ce qui ne préoccupe pas l'Europe où les échanges gaziers sont facilités par la présence des gazoducs : « En Europe, l'enjeu du gaz de schiste n'est pas véritablement

économique puisque la région est bien située en terme d'approvisionnement en gaz naturel » ajoute Normand Mousseau.

ENJEU ÉCONOMIQUE AUX ETATS-UNIS, STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE EN EUROPE

Si les Etats-Unis n'ont aucun intérêt économique à abandonner l'exploitation du gaz de schiste face à une hausse considérable des prix du gaz naturel, l'Europe gagnerait à investir dans le développement d'énergies renouvelables : « En Europe, le prix du gaz est très lié au prix du pétrole. Actuellement, comme le prix du pétrole est élevé, les énergies renouvelables

devraient être beaucoup plus rentables qu'en Amérique du Nord », affirme Normand Mousseau.

Pourtant, depuis le printemps dernier, Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie, a signé trois permis d'exploitation du gaz de schiste dans le sud de la France. Mais quel est l'intérêt de l'Europe dans cet investissement onéreux ?

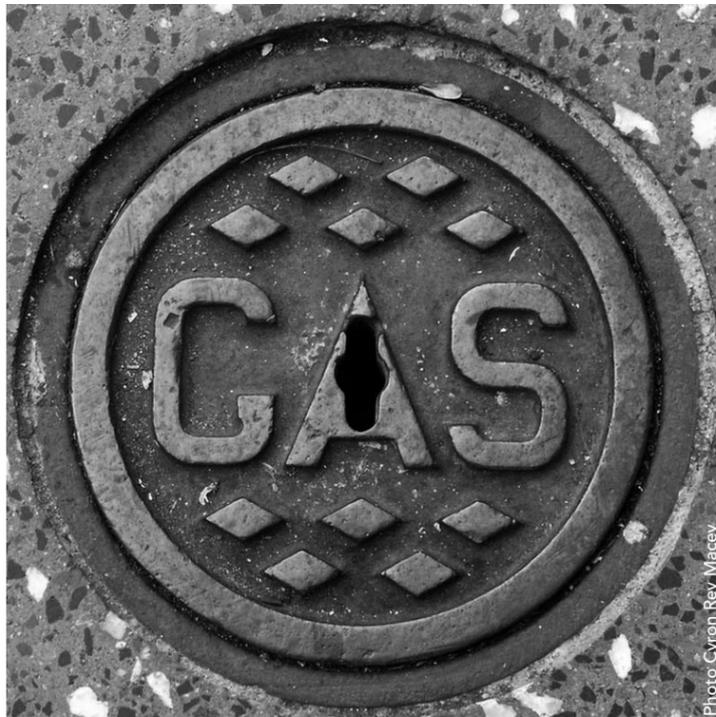


Photo Cyron Rey Macey

La logique est à chercher du côté de la dépendance de l'Union européenne des hydrocarbures étrangers. 75 % du gaz importé en Europe provient seulement de trois pays : la Norvège, la Russie et l'Algérie. L'Europe est de plus en plus inquiète du manque de diversité géographique de ses importations en gaz. C'est pour s'émanciper de l'instabilité des prix du gaz qu'elle chercherait sous ses propres terres des ressources naturelles non-conventionnelles. Mais cette quête d'indépendance énergétique concerne surtout les pays de l'Est de l'Europe, dont les ressources en gaz proviennent de la Russie à plus de 60 % : « Pour les pays de l'Est, le gaz de schiste permet enfin d'envisager une certaine indépendance vis-à-vis du géant russe, ce qui est historiquement fort. Cela dépasse largement la question économique », confirme Normand Mousseau.

Le gaz de schiste comme contrepoids contre la Russie ? Pas seulement. En Europe aussi, la question économique guide les décisions politiques sur les hydrocarbures. Le gaz de schiste apparaît quatre fois moins cher que le pétrole, ce qui rend nulle la compétitivité de toutes les énergies renouvelables.

UNE MENACE POUR LA RUSSIE ?

En permettant aux pays importateurs de gaz naturel de produire eux-mêmes leur ressources gazières, l'exploitation du gaz de schiste a tout lieu de représenter un danger pour la Russie. Plus encore, la découverte de nouvelles réserves de gaz de schiste en Inde et en Chine entraînerait une ouverture à la concurrence du marché gazier. Une influence sur le prix du gaz russe, qui jusqu'ici s'imposait comme référentiel, n'est alors pas à exclure. Il s'agit d'un « effet boomerang » selon le mot de Normand Mousseau. La concurrence favorise presque toujours la baisse des prix. Par exemple, un pays comme le Qatar, qui n'aurait plus la possibilité de vendre son gaz aux Etats-Unis, se retrouverait dans une situation de surproduction de gaz naturel liquéfié. En toute logique, le Qatar chercherait à vendre à bas prix, ce qui aurait pour effet de mettre une pression considérable sur le prix du gaz instauré par la Russie. Cette dernière n'aurait d'autre choix que celui de s'aligner.

Quelle attitude adoptera la Russie pour faire face à cette menace de plus en plus évidente ?

"AVEC LE GAZ DE SCHISTE, LES ÉTATS-UNIS DÉFIENT LA SUPRÉMATIE DE LA RUSSIE"

La réponse est sans doute à trouver dans le revirement pragmatique que la Russie a déjà entamé dans sa politique étrangère. Menacés par l'évolution de la structure des échanges gaziers, les pays exportateurs pourraient aussi bien chercher à développer des ententes à l'image de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Mais là encore, la puissance russe aurait tout lieu de s'imposer comme force dominante du groupe : « On pourrait envisager une forme de cartel des pays exportateurs avec l'Algérie, la Norvège, la Libye avec toujours comme leader la Russie. Il

est des monopoles historiques qu'on ne peut pas démanteler », conclut Normand Mousseau.

Pour l'heure, l'engouement des pays pour l'or gris continue à les éloigner davantage d'une transition énergétique soucieuse des grands problèmes écologiques. —

*Normand Mousseau est l'auteur de l'ouvrage *La Révolution des gaz de schiste*, Editions Multimondes.

LA MENACE ÉCOLOGIQUE

L'indépendance énergétique a un prix. L'extraction et l'exploitation du gaz de schiste pourrait bien avoir un impact extrêmement nocif sur l'environnement. En quoi le gaz de schiste menace-t-il notre planète ?

- **Impact sur les ressources en eau** : Appelée « fracturation hydraulique » la méthode consistant à faire libérer les gaz emprisonnés dans la roche se fait par un mélange d'eau en grande quantité, de sable et de produits chimiques propulsés à très haute pression (600 bars). L'eau qui remonte à la surface contient alors des métaux lourds extrêmement polluants. Sans parler de la quantité colossale d'eau utilisée : 15 000 mètres cubes d'eau (soit 7 à 15 millions de litres) pour un forage.
- **Impact sur l'air** : L'extraction génère des risques réels d'émissions fugitives de méthane et de fuites de sulfure d'hydrogène, un gaz toxique et explosif.
- **Impact sur le paysage** : la multiplication des forages et des réseaux de tuyaux affectent les paysages. Aux Etats-Unis, on en compte près de 500.000 dans 31 Etats.

POUR ALLER PLUS LOIN

- **Le film documentaire** de l'Américain Josh Fox, *Gasland*, sélectionné dans la catégorie long métrage documentaire aux Oscars, dresse un portrait effroyable de l'expérience américaine en matière de gaz de schiste. L'image d'un filet d'eau qui s'enflamme en sortant du robinet d'un riverain texan a fait le tour de l'Amérique, entraînant un mouvement mondial « anti-gaz de schiste ».
- **Le groupe Facebook** « Collectif Anti gaz de schiste » répertorie tous les jours des vidéos, documents et blogs mettant en lumière les travers de l'exploitation du gaz de schiste dans le monde.
- **Le site de CAP21 "de l'eau dans le gaz"**, propose un dossier complet sur la méthode d'extraction du gaz de schiste et ses impacts directs sur l'environnement, réalisé par Eric Delhaye, son président délégué.

FOI SANS FRONTIÈRES

Ils sont originaires du Cameroun, du Congo, du Vietnam ou de Pologne et sont désormais près de 1500 prêtres à exercer leur ministère en France. L'abbé Claude Akili fait partie de ceux-là

Ange Claudia Lipemh

Devenir prêtre était une évidence pour le père Claude Akili. Né en 1973, à Idjwi, au Congo, il grandit auprès des missionnaires d'Afrique. Surnommés « pères blancs », ces religieux viennent prêcher la parole de Dieu dans les contrées africaines. Et c'est à leur contact qu'il a le désir profond d'exercer la prêtrise. Bien qu'étant né dans une famille catholique et pratiquante, sa vocation ne plaît pas à ses parents. Après l'obtention de son baccalauréat, Claude Akili commence son enseignement religieux. En 1997, il entre au séminaire dans la congrégation



Claude Akili au presbytère du Bouscat
Photo A. C. L.

des Pères Barnabites. En 2000, il quitte son pays pour finir ses études de théologie à l'Université pontificale Urbaniana, à Rome. En Italie, l'abbé Claude rencontre Max Cloupet, évêque et recteur du séminaire Saint-Louis des Français. Et lorsque la congrégation des Barnabites fait face à une crise grave, l'abbé hésite entre la démission et le retour au pays. Max Cloupet lui expose alors la crise pastorale qui sévit en France et lui propose de s'installer à Bordeaux. Ce qu'il fait en 2004. Trois ans plus tard, il est ordonné prêtre à la cathédrale Saint-André de Bordeaux. Depuis, il officie à l'église Sainte-Clotilde du Bouscat et l'église Saint-Pierre de Bruges.

Comment expliquez-vous la crise des vocations en France ?

Les parents ne transmettent plus d'éducation chrétienne à leurs enfants. Or, c'est la famille qui a toujours été la base d'une éducation religieuse. Si, au sein des familles, on ne parle plus des prêtres, de religion, comment susciter la vocation ? L'autre jour, lors d'une conférence sur la crise des vocations, un jeune homme a pris la parole et a demandé à un prêtre combien d'années d'études il fallait pour pouvoir exercer la prêtrise et le

saire perçu. Le prêtre lui a répondu qu'il fallait sept années d'études et que son salaire dépendait des dons des fidèles. Le jeune lui a alors répondu : « Bac+7 et en plus vous vivez de la manche ! ». Nous vivons dans une société marquée par le matérialisme, l'argent. Et il est difficile pour les jeunes de se dire qu'ils vont devoir renoncer à ces biens matériels.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris lors de votre installation au diocèse de Bordeaux ?

Beaucoup de choses. Au Congo, et je pense en Afrique en général, le prêtre est une figure socialement reconnue et importante. C'est un notable. En France, le prêtre n'a pas la même importance. Il n'a pas la même place dans la société française. Par ailleurs, j'ai été étonné de découvrir ici une gestion rigoureuse du temps, avec des messes qui durent 45-55 minutes. Dans mon pays natal, j'étais habitué à des liturgies longues et animées, avec une assistance remplie de jeunes. En m'installant à Bordeaux, j'ai été confronté à une diminution de la fréquentation des églises, et à une absence de ferveur dont j'avais coutume à Rome et au Congo.

Selon vous, comment peut-on expliquer la diminution de la fréquentation des églises ?

Il y a toute une histoire entre les Français et l'Église catholique. Les Français ont derrière eux 2000 ans d'évangélisation. Ils ont connu la Révolution, la séparation de l'Église et de l'État, les abus de Vatican I (premier concile oecuménique du Vatican, NDLR). Et je pense que les parents qui ont connu cette Église moralisatrice, culpabilisante en ont eu assez. Ils se sont donc détournés de la religion. Pour les ramener à elle, l'Église doit changer et évoluer. Mais je pense que l'Église a déjà entamé ce processus. Le divorcé, par exemple, n'est plus marginalisé. Et les propositions apportées par Vatican II sont la preuve d'une volonté de changement.

Pensez-vous que l'arrivée des prêtres étrangers va permettre de changer les choses ?

Les prêtres étrangers viennent prêter main forte, ils viennent épauler les prêtres français. Je suis contre cette idée selon laquelle les prêtres étrangers ont pour mission de ré-évangéliser les Français comme jadis le faisaient les missionnaires européens en Afrique. Les prêtres étrangers ne peuvent pas résoudre le problème de l'évangélisation de la France. C'est aux prêtres français qu'il incombe de ramener les fidèles dans les lieux de culte. —

« ON NOUS DIT "VOUS AVEZ BAC+7 ET VOUS VIVEZ DE LA MANCHE" ! »

BÉGAIEMENT : TROUVER SA VOIX

Difficile de trouver un point commun entre Aristote, Winston Churchill et Marilyn Monroe. Pourtant, comme 600 000 personnes en France, tous trois ont souffert de bégaiement. A l'occasion de la sortie du film *Le Discours d'un roi*, petit éclairage sur un trouble souvent moqué et encore trop tabou

Romain Barucq et Laurent Pomel. Illustration : Mickael Frison

« Un véritable parcours du combattant. » L'expression revient plusieurs fois dans la bouche de Jean-Marc Goyhénèche. Ce chercheur au Commissariat à l'énergie atomique lutte contre son bégaiement depuis plus de trente ans. À l'époque, la prévention n'existait pas. Sur les conseils des médecins, les parents attendaient qu'il disparaisse avec l'âge. Une grave erreur selon l'orthophoniste Martine Cotton installée à Eysines depuis une vingtaine d'années. « Ils doivent prendre conscience de ce handicap le plus tôt possible. C'est entre trois et sept ans qu'il faut agir car c'est la période où la plasticité cérébrale de l'enfant est la plus importante. »

Orthophonie, musicothérapie et autres exercices de relaxation et de psychomotricité... les techniques pour réparer ce dysfonctionnement ne manquent pas. Martine Cotton explique cependant qu'il « n'existe pas qu'une seule méthode pour combattre le bégaiement. Chaque thérapeute fait avec ses outils. Ce qui peut convenir à un patient ne fonctionnera pas forcément sur un autre. » La responsable départementale de l'association Parole - Bégaiement (APB) ajoute qu'un bègue a autant besoin de travail fonctionnel que de psychologie.

LE DÉCLIC

Jean-Marc Goyhénèche a vécu cette double expérience. Il a multiplié les exercices orthophoniques mais aussi des méthodes basées sur la maîtrise des muscles. Pas suffisant selon lui. Le déclin est intervenu au moment de la préparation de sa soutenance de thèse : « Je voyais l'échéance arriver à grands pas lorsque je me suis aperçu que mon bégaiement n'avait pas disparu. Il me manquait une approche cognitive ». Il suivra une

« CE QUI PEUT CONVENIR À UN PATIENT NE FONCTIONNERA PAS FORCÉMENT SUR UN AUTRE »



psychothérapie pendant 10 ans. « C'est un complément très efficace aux démarches motrices développées chez les orthophonistes. Si je n'avais pas eu ces deux parcours, je ne sais pas si ça aurait aussi bien fonctionné. »

Ce combat passe également par l'ouverture aux autres. L'isolement est aussi une de leurs principales difficultés selon Véronique Pénas. Cette assistante maternelle réunit chaque dernier jeudi du mois un groupe à la maison des associations de Mérignac. Composées uniquement de personnes bègues, ces rencontres appelées *Self Help* leur permettent « de se retrouver et de pouvoir discuter tranquillement sans se soucier du regard d'autrui. » Un obstacle encore difficilement franchissable : « Tous n'acceptent pas encore leur problème d'élocution même devant un public souffrant du même handicap. » Un moyen de mieux accepter son bégaiement et de regagner une certaine confiance. —

L'APB VOUS INVITE

Suite à la projection du film *Le Discours d'un roi* du réalisateur Tom Hooper, l'association organise le vendredi 11 mars un débat.

Rendez-vous à 20 heures à l'Utopia, 5 place Camille-Jullian à Bordeaux.

www.begalement.org

T'AS LE LOOK, ADO !

Grunge, punk, lolita, emo-gothic... chaque adolescent adopte un style particulier, sidérant souvent ses parents. Pourquoi l'ado s'habille-t-il comme cela ? Faut-il s'en inquiéter ? Réponses

Vanessa Hirson



ILS ONT DES "GOÛTS BIZARRES".

Quand l'enfant devient ado, commence ce que le pédopsychiatre, Xavier Pommereau, et directeur du pôle aquitain de l'adolescent au centre Abadie de Bordeaux, appelle « l'inspiration de la planète ado », c'est-à-dire la « planète conso » qui attire les enfants vers l'âge de 5-7 ans. Dans cette « planète », le look est primordial. Si les « djeun's » ne veulent pas être considérés comme des « bizuts », ils doivent adopter un style, et le soigner : pantalon tombant ou slim, cheveux longs pour monsieur ; piercing et cravate pour les filles. Car leur plus grande crainte est le rejet des autres.

ILS S'HABILLEN "N'IMPORTE COMMENT"

A l'instar de Gabrielle, la grande majorité des ados s'habille comme à la télévision et dans les magazines. Ils suivent ce qu'ils croient être un idéal vestimentaire véhiculé par les célébrités, Shakira et Lady Gaga entre autres. Un legging noir satiné, des bottines de la même couleur à lacets et à hauts talons. Un chemisier beige qui lui arrive juste en-dessous des fesses. Un autre par-dessus, plus petit celui-là, en léopard, pour contraster. Décolleté plongeant, maquillage violet un peu grossier, ongles parfaitement peints, la jeune fille à 15 ans en paraît cinq de plus. Et c'est pourtant dans ce look lolita que la jeune fille se sent bien : « Je me sens à l'aise dans ces vêtements,

surtout lorsque je porte un legging. J'adopte naturellement la mode que je vois à la télévision ». Si papa se moque, maman, elle approuve arguant le fait qu'elle aussi, adolescente, s'habillait autrement qu'aujourd'hui !

ILS ÉCOUTENT "N'IMPORTE QUOI"

Une fois leur look choisi et adopté, les ados se rapprochent d'une tribu en fonction de son appartenance musicale ou artistique. Les *grunges* avec les *grunges* écoutant principalement la musique rock, punk et métal. Les *show-off* préférant le tape-à-l'oeil, le « bling-bling », les *gossips girls* fanas du griffé. Les marques sont leur dada. Les néo-rockers avec les néo-rockers, les néo-gothiques avec les néo-gothiques, les classiques avec les classiques (c'est aussi un style!).

Quoi qu'il en soit, ce désir intense d'appartenir à un groupe s'éteint le plus souvent dès lors qu'ils rencontrent leur moitié ou vers l'âge de 25 ans, parfois plus.

POURQUOI CE LOOK ?

La faute aux médias ? Pas du tout (pour une fois !). Selon Xavier Pommereau, ces adolescents appartiennent tout simplement à la société de consommation : « On vit une révolution, celle de l'image et de la communication ». Pas encore nés, on les a en photo grâce à l'échographie. Dès la naissance, très vite, les parents décident de la couleur de la chambre suivant les codes existants : mur rose pour les filles ; bleu pour les garçons. Ils achètent des jouets qui les rendent « intelligents ». Ils les dorlotent, les couvent, sur-couvent même. Les rendent beaux. A cause de l'image, on les plonge dès leur enfance dans un monde où l'apparence est importante. A l'adolescence, ils réclament, ou exigent de leurs parents, qui n'ont pas forcément les moyens, des vêtements de marques, voire de très grandes marques. Alexandra, par exemple, veut ressembler à une hôtesse de l'air. Elle a fait déboursier à sa famille près de mille euros pour sa tenue.

« Ces enfants de l'image ont grandi en même temps que le numérique, il y a 16 ans. Et l'essor des sciences et techniques les oblige à changer leur mentalité : ils copient et perdent leur individualisme. Il ne faut donc pas s'inquiéter et surtout arrêter de les juger et de les sermonner, ça ne sert à rien », explique le spécialiste. « Ils vont aussi vouloir à tout prix se différencier de leurs parents en cassant les codes vestimentaires familiaux. » —

L'Ado mal dans sa peau, éditions Albin Michel.

Photos de V.H. Ci-dessus, Tom, 22 ans. Ci-contre, en haut à gauche, Claire 18 ans. A droite, Constance, 20 ans et Julien 27 ans. En bas Gabrielle 15 ans.



LA SMALA JAMAIS "BLAZÉE"

La Smala, équipe de breakdance bordelaise, championne de France et troisième mondiale, disputera la compétition internationale « Hip Opession » à Nantes. Un nouveau challenge à relever le 19 février prochain. Nous avons suivi une séance d'entraînement

Jean-Baptiste Pattier et Ugo Tourot

Aux abords de la salle d'entraînement des Break Boys de la Smala, à quinze minutes des Capucins, silence mortel rue Lhérisson. Passées les grilles ouvertes du centre d'animation Argonne Nansouty Saint-Genès, le bruit fracassant des skateboards sur les plateformes annonce la couleur. Street Art sur les murs, les graffitis offrent une nuance de gaieté à une cour bien terne. A l'intérieur, quinze corps athlétiques se démembrant sur une musique hip-hop libérant les figures les plus folles. *Foot work, popping, new style, top rock, freeze, power move* (voir encadré) se succèdent sur le lino à un rythme effréné. La future Battle nantaise est dans toutes les têtes et tous les corps. « Nous affronterons des Coréens, des Japonais, des Américains, des Finlandais, ils seront tous bons, nos breakers s'entraînent jusqu'à six heures par jour » explique Thomas Lafargue, chorégraphe et fondateur de l'équipe en 2002. Bigo, vingt-huit ans et déjà onze ans de danse dans les baskets. Pour cet adepte du footwork, le rendez-vous nantais est toujours un moment particulier. « C'est le festival que je préfère, Nantes a une vraie culture hip-hop, bien plus qu'à Bordeaux. » Pour être à la hauteur de leurs ambitions, la danse ne suffit pas. Une préparation physique intense est indispensable. Au programme : musculation, piscine, footing selon les motivations de chacun. « On mange hip-hop, on dort hip-hop, on rêve hip-hop » lâche Smile, avec Nantes en ligne de mire.



La Smala, championne de France de Breakdance. Photo D.R

LA SMALA : UNE VRAIE FRATRIE

La « Smala », « famille » dans la langue arabe, puise sa force dans son esprit d'équipe. Rodrigue, 27 ans, de son blaze Di-bakoro, en France depuis 2006 ne tarit pas d'éloges pour « sa famille d'accueil ». Dreadlocks sous son chapeau, baggy et chemise à carreaux, il reste au repos. Le corps fatigué par sa séance de muscu, il ne dansera pas aujourd'hui. Assis sur le rebord du podium, il observe d'un œil attentif ses coéquipiers. Il se confie : « Quand j'ai commencé le hip-hop au Sénégal, je regardais la Smala en vidéo sur Internet. C'était un rêve de les rejoindre, aujourd'hui c'est plus que des frères. »

NANTES : DÉCROCHER UN PRICE MONEY ET FAIRE LE BUZZ

En cas de victoire à Nantes, la Smala décrochera un price money de 2 100 euros à se partager. Un bonus non négligeable. L'équipe, pourtant forte d'un beau palmarès, attend toujours sponsors et subventions. « Heureusement, pour notre déplacement nantais, tout est défrayé, des kilomètres au logement et même la bouffe. » se réjouit Smile. L'aspect financier n'est pas la préoccupation centrale du groupe. La quête de reconnaissance reste la plus forte. « On ne veut pas lâcher l'affaire, on veut gagner des titres et faire le buzz ». Smile n'est jamais rassasié, ses jambes sont électriques, il repartira avec ses coéquipiers à la conquête de nouveaux titres en mars prochain. La Smala sera en lice en région parisienne pour la « Chelles Battle Pro ». Le grand objectif 2011 : la Boty, Battle of the Year mondiale, à Montpellier, en novembre. Les hommes de Thomas Lafargue survolent déjà la piste France, ils pourraient devenir les leaders mondiaux de la planète hip-hop. Et Nantes représente une étape de plus dans cette quête du titre suprême. —

> Retrouvez une démo de figures en photos et vidéo sur imprimatur.fr

I SPEAK BREAKER !

B.Boys : Breaker-Boys, danseur de breakdance
Blaze : surnom en fonction de la personnalité
Popping : danse bloquée debout robotique
Foot work : travail des jambes au sol
Power move : vrille sur la tête
Freeze : blocage d'un mouvement



SWINGING TWIRLING

Le club Twirling Princess 33
Photo A. G.

Michel n'est pas majorette. Flora, Emilie, Lindsay, Marine et les autres non plus. Leur discipline, c'est le twirling bâton

Agathe Goisset

DÉMONSTRATIONS...

En juin, Bordeaux accueillera le « Grand national ». Cet équivalent du Championnat de France est la compétition organisée par la Fédération sportive nationale de twirling. Avec seulement 21 000 adhérents répartis sur deux fédérations concurrentes, le twirling n'est pas vraiment le sport en vogue. Pourtant, plus d'une dizaine de clubs se partagent l'affiche sur le seul territoire girondin. Au club Twirling Princess 33 de Bègles, on prépare activement la nouvelle saison.

...AND BLOUSES

Dix filles et un garçon s'entraînent ce mercredi. Bas de survêtements rentrés à la hâte dans les chaussettes, t-shirts amples, on est loin des justaucorps d'apparat portés lors des compétitions. Michel, l'entraîneur, exige seulement le chignon et les chaussures adaptées, les cougars.

...RÉPÉTITIONS

Chaque geste est répété des dizaines de fois. Le regard ne quitte pas la trajectoire du bâton. Les doigts, coudes, nuques, accueillent tour à tour l'accessoire à une vitesse folle. Selon la catégorie dans laquelle ils concourent, les twirlers préparent un programme d'une minute trente à deux minutes trente. L'entraîneur initie alors chacun à des combinaisons différentes. A la vue du nombre de bâtons au sol, une constatation : difficile de vraiment impressionner avant quatre années de pratique.

RYTHME...

Dans le gymnase, inutile de chercher la fanfare. Pas question de défiler au son de la grosse caisse et des hélicons. Les twirleuses se succèdent autour du poste-CD pour le faire accoucher d'un rythme classico-remixé. Tympan fragile, prudence, c'est parti pour quatre heures de basses en boucle.

ACTIONS...

Chacun de son côté manie son bâton à grand coup d'entrechats, de roulés et de vrilles. Le twirling est cette joyeuse confusion entre les mouvements de gymnastique et de danse, tout en maîtrisant la course d'un ou deux bâtons. « Quand tu fais le nunchaku, après c'est fouetté de profil gauche ». La consigne du coach peut paraître abstraite, mais Marine semble avoir compris. Elle s'élance dans une circonvolution illisible pour l'œil novice.



THÉÂTRES PRIVÉS (DE SUBVENTIONS)

A côté des théâtres publics, il faut désormais compter sur une foule de petits théâtres privés. Si certains sont aidés par les institutions publiques, d'autres doivent se contenter de leur « bienveillance ». Zoom sur une économie à plusieurs vitesses.

Julien Baldacchino. Illustration : Gü



Dans l'univers du théâtre bordelais, il y a le TNBA, mastodonte public au budget colossal. Et il y a les autres : une foule des petits théâtres, de plus en plus nombreux. Comédie Gallien, Salinières, TNT-Manufacture de chaussures... En 2010, deux nouveaux établissements ont ouvert : le Trianon et le Victoire, respectivement gérés par les équipes du théâtre des Salinières et du Café-théâtre des Beaux-Arts (CTBA). « C'est un signe de santé. Il y a assez de demande à Bordeaux pour tous », confie Xavier Viton, directeur du Victoire et du CTBA.

Pourtant, faire vivre un théâtre coûte cher. « Il faut payer les comédiens, 75 € de cachet par représentation, nos salariés, les coûts de fonctionnement différents pour chaque pièce, et des frais de communication ». Le théâtre, déclaré auprès de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), sous statut d'entreprise, ne touche pas d'aides publiques. « On doit trouver des bons spectacles, à des prix suffisamment attractifs, pour que le spectateur vienne et revienne. Pas assez de spectateurs ? Le théâtre ferme », rappelle Xavier Viton. Conséquence : pour qu'une pièce soit rentable au Victoire ou au CTBA, il ne faut pas plus de quatre comédiens sur scène.

UN FLOU JURIDIQUE

Mais d'autres théâtres, privés eux aussi, ont trouvé un moyen de toucher des aides. « Ils sont gérés par des associations, ils ont donc le droit de bénéficier de subventions » explique Xavier Viton. Or, une association n'a pas le droit d'avoir une démarche commerciale. C'est pourtant souvent le cas. « On est dans une problématique d'autorisation latente par les pouvoirs publics,

parce que s'ils interdisaient un théâtre subventionné de faire de la publicité, il n'y aurait personne dans la salle ». Pour le gérant des deux théâtres, c'est un problème avant tout politique.

A la Drac, on affirme le contraire : « Si ce sont des entreprises privées, ils ne peuvent pas toucher de subventions, affirme Jean-René Girard, responsable du service des théâtres. D'autant plus qu'il y aurait rupture de concurrence, ce qui n'est pas souhaitable ». Pour Frédéric Bouchet, directeur du théâtre des Salinières et du Trianon, et membre du Syndicat national des directeurs de théâtres privés, la question est plutôt éthique. « Si les gens veulent vivre des fonds publics c'est leur problème. Nous, on a prouvé qu'en région on pouvait monter une structure privée et viable. Les fonds publics vont s'amenuiser, et il faut redonner l'espoir à l'initiative privée ».

DE LA « BIENVEILLANCE »

En compensation, les théâtres privés non subventionnés se contentent de la bienveillance des pouvoirs publics. Depuis l'ouverture du théâtre Victoire en mars 2010, Xavier Viton a obtenu de la mairie l'installation d'un parc à vélos proche de l'entrée de l'établissement, et il est soutenu dans ses démarches par l'adjoint du quartier. Ce soutien, limité à un investissement moral, suffit à l'équipe du théâtre Victoire ; du moins tant que la salle reçoit du public tous les jours. Quant à la région et au département, à défaut de subventions, ils paient leurs entrées : « Les employés viennent en groupe dans nos salles, et ils payent le nombre de places pour lequel ils viennent, s'amuse Xavier Viton. Et ça, c'est un échange qui me convient très bien ! ».

FAITES CONNAISSANCE AVEC LES STATUTS DES THÉÂTRES PUBLICS EN VIDÉO SUR IMPRIMATUR.FR

FILMS, DISQUES, EXPOS NOTRE TOP 5

Julien Baldacchino, Mickaël Frison, Laurent Pomel et Nastassia Solovjovas

Deux bons films, une jolie expo et de la musique tip-top, voici la sélection effectuée par nos soins parmi les sorties de ces dernières semaines

Rien à déclarer

Film de et avec Dany Boon, Benoît Poolevorde, Karin Viard, François Damiens... (1 h 48)

1993. L'Europe se construit, les frontières et les postes de douane disparaissent. Ruben Vandevorde (Benoît Poolevorde), douanier belge francophone est désigné pour expérimenter une brigade mobile mixte franco-belge. Du côté français, Mathias Ducatel (Dany Boon) accepte de l'accompagner, espérant devenir son ami. Pourtant, le film repose sur le jeu de Poolevorde. Les seconds rôles, François Damiens et Bruno Lochet, apportent une touche de folie à ce scénario un peu sage. Sans égaler *Bienvenue chez les Ch'tis*, *Rien à déclarer* est une bonne comédie.



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le blanc

Exposition au FRAC Aquitaine jusqu'au 16 avril

Le blanc, c'est le seul point commun des œuvres présentées dans cette exposition qui rapproche des travaux de jeunes artistes régionaux comme Anne Xiradakis, et ceux de peintures de l'art contemporain telles que Jeff Koons. Sans éviter le passage obligé du monochrome blanc cher à Malevich, le parcours présente aussi des travaux conceptuels. Un peu trop, peut-être, au point que certaines œuvres sont particulièrement difficiles



d'accès. On recommandera aux néophytes de participer aux visites guidées pour profiter pleinement de l'exposition, qui vaut le détour.

Photo : Œuvres de J. Koons, K. Fritsch, Abaslon, P. Labat et T. Ruff

Le discours d'un roi

Film de Tom Hooper, avec Colin Firth, Geoffrey Rush, Helena Bonham Carter... (1 h 58)

Film taillé pour les Oscars, 12 nominations, *Le Discours d'un roi* raconte le combat édifant de George VI contre son bégaiement. Tom Hooper nous fait découvrir une particularité méconnue de ce monarque qui déclara la guerre à Hitler. Colin Firth, déjà récompensé aux Golden Globes en janvier dernier,

interprète de manière magistrale ce roi hors-norme en parvenant à restituer la gêne physique qu'un bègue peut ressentir au quotidien. Le film apporte une réflexion touchante sur le surpassement de soi et montre également la difficulté de chacun à s'exprimer en public.



Causes perdues et musiques tropicales

Bernard Lavilliers, chez Barclay

« Je connais qu'un seul endroit, mais c'est pas fréquentable, où on joue ce blues-là, aussi noir que le sable », chante Bernard Lavilliers. Dans *Causes perdues et musiques tropicales*, sorti en novembre dernier, le baroudeur français déclame, de sa voix chaude, une poésie sans mesure pour tous les exilés dont il

fait partie. Fort, sensible, Lavilliers ne mâche pas ses mots pour parler de ce qui l'exaspère et, avec le même talent, de sujets plus personnels. Coup de cœur pour *Un sourire en coin*, chanson où il murmure la plus belle des causes perdues : « Ligne de cœur, ligne de chance, n'ont pas pris le même chemin ».

Courchevel

Florent Marchet, chez Pias

Suicide des riches, idoles alcooliques, enfants noyés, chômage de masse... Le talent de Florent Marchet : évoquer des sujets impossibles... sur de belles mélodies ! Troisième album de cet auteur-compositeur-interprète, *Courchevel* est un disque fascinant, accrocheur, pop et bien écrit. Détail important, l'album est auto-produit par l'artiste, lâché par sa maison de

disques Mercury l'an dernier. L'objet interpelle, lui aussi : les photos du chanteur, jacquard et moustache dans un chalet savoyard, accompagnent un CD présenté dans un livre-disque somptueux. *Courchevel*, acte fondateur d'une tournée d'une cinquantaine de dates, a été également édité en disque vinyl 33 tours. De quoi nous faire renoncer au MP3.

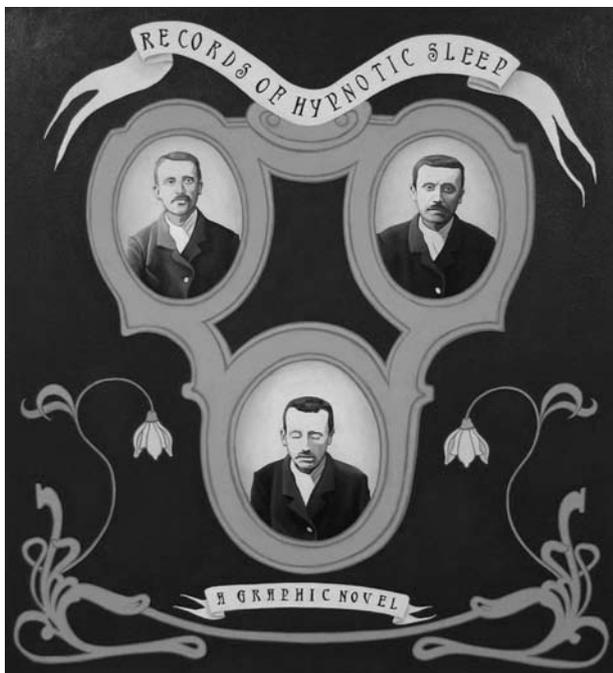


COUP DE FOLIE AU CAPC

Parsemée d'amnésies et de voyages rocambolesques, la vie d'Albert Dadas, un aliéné bordelais du XIX^e siècle, a inspiré le jeune artiste suédois, Johan Furåker

Aurélié Dupuy

D'abord, on l'a pris pour un affabulateur. Mais Albert Dadas, employé à la Compagnie du gaz de Bordeaux n'était pas complètement dingue. Le long voyage qu'il évoque sur un lit de l'hôpital Saint-André en 1887 n'a rien d'un mensonge. Philippe Tissié, interne à l'époque, en est convaincu après avoir soumis Albert à une séance d'hypnose. Sous son effet, Dadas raconte avec force détails son parcours entre l'Autriche et la Russie, en passant par l'Algérie et la Turquie. Le diagnostic tombe : Albert le Bordelais est dromomane, selon la terminologie du siècle. Traduction : il est, par épisodes, pris d'une irrésistible impulsion de partir. Mais pas seulement : il souffre aussi d'amnésies. Albert part sans prévenir, sans papiers



Johan Furåker, *Records Of Hypnotic Sleep*, huile sur médium, 2009, Courtesy Malmö Art Museum, Photos D. R.

Johan Furåker, *Albert Dadas II*, huile sur médium, 2009, collection particulière



ni valises, et revient, sans explications. « Une sorte d'hystérie masculine », confie François Guillemeteaud, responsable de la communication du musée, « mais parler d'un homme en ces termes, en ce temps-là, ne s'envisageait pas ».

DÉMENCE & RÉALISME

Cet étrange individu, Johan Furåker le découvre pendant qu'il étudie l'art à l'Académie de Malmö, en Suède. Il tombe sur un livre de philosophie, *Les Fous voyageurs** du Canadien Ian Hacking. Le manuel traite du Bordelais. Furåker s'amourache de l'histoire et décide

« de la mettre en images ». Cette entreprise tient du challenge. Il n'existe quasiment aucune photographie du personnage. La seule, l'unique est celle de son dossier médical. Furåker puise dans les récits et les déclarations de police pour mieux cerner son sujet.

ALBERT PART SANS PRÉVENIR, ET REVIENT SANS EXPLICATIONS

Il peint les lieux traversés par Dadas avec une certaine dose d'imagination et « à l'aide de vieilles cartes postales désuètes », explique F. Guillemeteaud. Furåker « recrée » au pinceau une pellicule photo qui n'existait pas à l'époque. Le résultat ? Des peintures à l'huile de la gare de Nice au XIX^e siècle, des débuts de l'ère industrielle, et des portraits du héros déjanté. Après avoir vampirisé un philosophe canadien et un peintre suédois, Albert Dadas est de retour à Bordeaux. Une nouvelle réapparition du premier fugueur —

Le premier fugueur jusqu'au 24 avril au CAPC, Bordeaux, Galerie Ferrère, second étage. Tarifs : 5 € et 2,50 € www.capc-bordeaux.fr

* Titre original : *Mad Travellers: Reflections on the Reality of Transcient Mental Illness*.